

Département : VAR

Canton : GAREOULT

Commune : PIERREFEU-DU-VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE DU MAIRE

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

DELIVREE A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE

DEMENAGEMENT

1, rue Louis Honoré à PIERREFEU-du-VAR

Le Maire de la Commune de PIERREFEU-DU-VAR.

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

VU les articles L.2211-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article R.225 du Code de la route ;

VU l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière ;

VU l'article 610/5° du Code Pénal ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, livre 1, huitième partie sur la signalisation temporaire ;

VU l'article 135 de la huitième partie du livre 1 de l'instruction sur la signalisation routière ;

VU l'arrêté municipal n°PM-2020-170 en date de 25/11/2020 réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de PIERREFEU-du-VAR ;

VU la demande formulée le 03/10/2022 par l'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, domiciliée 18 impasse des Mouissettes à CAMPS LA SOURCE (83170), pour le compte de Mme Brigitte BERNARD ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réserver 2 places de stationnement Place Wilson devant la boulangerie PISTOLISI (places arrêt minutes) sur le domaine public communal, à PIERREFEU-du-VAR (83390), le 10/10/2022 de 08h00 à 17h00, pour permettre le stationnement du véhicule de déménagement ;

CONSIDERANT la nécessité d'éditer une réglementation particulière et provisoire du stationnement des véhicules.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, est autorisée à occuper DEUX places de stationnement matérialisées sur le domaine public communal Place Wilson, à titre essentiellement précaire et révoquant à tout moment, sans indemnité, devant la boulangerie PISTOLISI (places arrêt minutes) à PIERREFEU-du-VAR (83390), le 10/10/2022 de 08h00 à 17h00.

Article 2 : La fourniture, la pose, le maintien et le retrait de la signalisation routière réglementaire et des éléments de protection seront assurés par les soins de l'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, pendant toute la durée du stationnement de son véhicule.

Article 3 : L'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, devra se limiter à l'occupation du domaine public strictement nécessaire à l'exercice de son activité et aux indications portées sur le présent arrêté, assurer la commodité du passage et tenir en parfait état de propreté les caniveaux ainsi que les abords de son installation. .../...

Article 4 : L'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, devra se conformer aux règles de sécurité publique.

Article 5 : L'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir.

Article 6 : En aucun cas, l'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, n'aura le droit de céder ses droits à une autre personne, soit par vente, soit par location.

Article 7 : L'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, devra présenter sa permission à toute réquisition d'agent de la force publique.

Article 8 : Tout manquement aux dispositions mentionnées supra entraînera la révocation de plein droit du présent arrêté sans préjudice des poursuites qui pourraient être prises à son égard.

Article 9 : Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise TROCLAND, représentée par M. Serge STAFRACH, pour le compte de Mme Brigitte BERNARD, en la forme administrative.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité de la zone ainsi que dans la commune de PIERREFEU-du-VAR.

Article 11 : Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que cette décision pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon - 5 rue Racine - B.P.40510 - 83041 Toulon Cedex 9, à compter de sa publication ou notification. Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PIERREFEU DU VAR,
Le 03 octobre 2022

Le Maire,

Patrick MARTINELLI